



---

**INSTITUT POUR LA GOUVERNANCE ET  
L'EDUCATION ELECTORALE « I.G.E »**  
ONG d'Education Civique et Electorale  
Coordination provinciale du Sud-Kivu  
Tel : +243 999 54 23 23  
+243 85 1 69 22 11  
E.mail : [patrice.lwabaguma@gmail.com](mailto:patrice.lwabaguma@gmail.com)  
[igesk@gmail.com](mailto:igesk@gmail.com)

## **RAPPORT DE FORMATION SUR L'OUTIL MSAT ET LA MISE EN PLACE DU CADRE PERMANENT DE DIALOGUE ENTRE LES ENTREPRISES ET LES COMMUNAUTES LOCALE DE KITUTU A MWENGA**

### **1. Introduction**

L'organisation IGE Coordination du Sud Kivu a organisé du 14 au 18 janvier 2022 une mission de travail dans le groupement de Kitutu, territoire de Mwenga en province du Sud Kivu en RD Congo dans le cadre de prestation de renforcement des capacités des communautés affectées par les mines semi-industrielles au Sud-Kivu. Le Coordinateur de l'IGE Sud Kivu sur l'utilisation de l'outil de RMIF Site Assesment Tools (MSAT) par la communauté. Cette mission avait triple objectifs à savoir :

1. Participer à une réunion d'évaluation de la Société Civile et la restitution des différentes missions de plaidoyer sur l'exploitation illicite de l'or dans la chefferie de wamuzimu en territoire de mwenga
2. Familiariser les parties sur l'exploitation minière avec l'outil MSAT
3. Mettre en place un cadre de dialogue des parties prenantes dans l'exploitation des minerais à Kitutu

Pour atteindre ces objectifs, les activités suivantes ont été réalisées :

- a. L'organisation d'un atelier de formation sur l'outil MSAT et la mise en place du cadre permanent de dialogue entre les communautés et les entreprises minières dans la chefferie de Wamuzimu.
- b. Participer à la rencontre d'évaluation et de restitution des missions de plaidoyer sur l'exploitation illicite de l'or dans la chefferie de wamuzimu qui a eu lieu le samedi 14 janvier de 9 heures à 16 heures 45 minutes à la salle de réunion de la paroisse.



La séance d'évaluation et de restitution des différentes missions de plaidoyer sur l'exploitation illicite de minerais dans la chefferie de Wamuzimu. Cette rencontre a eu lieu dans la salle de réunion de la paroisse de Kitutu avec l'accompagnement de cette paroisse. Les membres de la société réunis en 14 composantes de la société et différents notables du milieu ont pris part à ces assises. Notons en passant que le groupe thématique Mines de la société civile du Sud-Kivu, avait pris part à cette activité.

Représenté par l'Ir Patrice LWABAGUMA, coordinateur Provincial du Sud Kivu et membre du groupe thématique Mines de la Societe Civile du Sud Kivu.



## **2 .1 DE LA RENCONTRE D'ÉVALUATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DE LA CHEFFERIE DE WAMUZIMU ET LA RESTITUTION DES DIFFÉRENTES MISSIONS DE PLAIDOYER SUR L'EXPLOITATION ILLICITE DES MINÉRAIS :**

Le programme de la journée d'évaluation et la restitution s'est déroulé de la manière suivante : présenter de la manière suivante :

- Prière introduite par un pasteur présent dans la salle,
- Exécution de l'hymne nationale,
- Présentation des participants,
- Réalisation par composantes de la société Civile,
- Différentes rencontres,
- Préparation de l'Assemblée générale électorale de la société Civile de Wamuzimu,
- Restitution des différentes missions de plaidoyer

La réunion a commencé par une brève prière introduite par un pasteur de l'église Méthodiste présent dans la salle. Ensuite, les participants ont exécuté l'hymne nationale. Par la suite, le président du noyau de la Société Civile de la chefferie de Wamuzimu a pris la parole pour faire une récapitulation sur les points de son engagement à savoir :

- Arriver à trouver un cadre de travail pour la Société civile,
- Défendre les intérêts de toutes les parties,
- Plaidoyer pour l'obtention des cimetières,
- Proposer des solutions pour les problèmes de l'insalubrité,
- Renforcer la collaboration entre la société civile et les autorités locales,
- Recensement des organisations,
- Mise en place des sous noyaux et les antennes de la Société Civile,
- Problème de la gratuité de l'enseignement,
- Défendre les défenseurs de droit humain en difficulté des menaces.



Après cette prise de parole par le président, ce dernier a remis la parole aux participants afin de donner leur point de vue et leurs observations durant toute la période du mandat. Dans l'assemblée, les intervenants ont évalué le mandat du président positif sur la totalité des points, à part la collaboration avec les autorités politico administratives de la chefferie de Wamuzimu. Cette relation est caractérisée par des affrontements entre la population et les autorités selon les participants.



Durant ce mandat il y a eu aussi plusieurs démissions au sein du bureau de Coordination à savoir, la démission du vice-président de la société civile de Wamuzimu. Nous avons remarqué que trois composantes étaient opérationnelles à savoir la composante « Droits de l'homme, la composante confessions religieuses et la composante jeune » mais les 11 autres étaient presque quasi inexistantes.

Quelques difficultés annoncées dans la réunion par le président, il s'agit de la non-participation des membres aux réunions et les difficultés liées aux moyens de fonctionnement de la société Civile. Comme réalisation,

quelques points sont signalés, à savoir : existence du cadre de travail pour la société civile de Wamuzimu, la défense des intérêts de toute la population de Wamuzimu, pour l'obtention du cimetière un plaidoyer est en cours. On a aussi enregistré des adhésions des organisations au sein de la société civile, c'est le cas de Cadhom, Wawe, Acca, Codewa, etc.

Nous profitons de l'occasion pour encourager deux composantes à savoir la composante Droits humains qui a organisé 4 tribunes d'expression populaire pour vulgariser les lois, en dénonçant l'existence de plus de 21 barrières de la police de circulation routières à partir de Bukavu jusqu'à Kitutu. Nous félicitons cette composante pour avoir décroché la suppression des barrières de Honjo et Nyangulibiza.

Pour la préparation de l'assemblée générale électorale de la société civile en commun accord, deux points ont été adoptés, à savoir, la mise en place d'un calendrier amenant les préparatifs de l'AG dont les activités se suivent de la manière suivante :

Février : validation des PV des élections des sous noyaux,

Mars : Mobilisation des moyens financiers et préparation des rapports des composantes ;

Avril : organisation de l'assemblée générale électorale du nouveau bureau de la société civile. Une commission de préparation est mise sur pied afin de mobiliser les moyens. Cette dernière est du président de la fédération des entreprises de Kitutu et responsable du centre de négoce,

Les confessions religieuses ;

Le comité actuel

## **2.2. DE LA RESTITUTION DE LA MISSION DE PLAIDOYER SUR L'EXPLOITATION ILLICITE DES MINERAIS DANS WAMUZIMU**

Représentée par trois personnes une mission de plaidoyer a été organisée avec l'appui du groupe thématique Mine de la Société Civile du Sud Kivu à Kinshasa. Ces personnes sont les suivantes.

Pour la société Civile de Wamuzimu:

1. NYAKA Félicien, Président de la société civile de la chefferie de Wamuzimu,
2. WABOTELA Augustin Président du comité local de développement,
3. KADOGOMA Mugondozi, représentant des victimes

Sous la modération du Professeur Pascal ISUMBISHO, s'était tenue une réunion dans la salle de réunion du Ministère des affaires étrangères de la RD Congo. Les invités étaient le caucus des députés nationaux, le ministre national des mines, le ministre de l'environnement, le Ministre du plan, l'ambassade de la Chine, le ministre Congolais des affaires étrangères, les responsables des différents services du secteur minier au niveau national, les députés provinciaux, la société civile du Sud Kivu, le groupe thématique Mines de la Société Civile, les notables de deux territoires affectés par cette exploitation illicite des minerais. Un seul point était à l'ordre du jour à savoir : pourquoi nous sommes réunis dans cette salle ? Le premier jour, nous avons analysé le contexte de l'exploitation illicite des Chinois dans les deux territoires, de Mwenga et celui de Shabunda et le deuxième jour nous avons élaboré notre note de plaidoyer à déposer auprès de différentes institutions du Gouvernement Congolais. Dans la note de plaidoyer, les recommandations ci-après ont été formulées :

- Renforcer les initiatives de plaidoyer au profit de la prise des mesures d'indemnisation efficiente de toutes les victimes directes et indirectes de ces activités illicites ;
- Préparer les bases de collaboration dans l'avenir entre les opérateurs Miniers et les communautés locales dans ces deux territoires ;
- Améliorer la cohabitation pacifique entre les entreprises minières et les communautés locales dans les deux territoires Mwenga et Shabunda ;
- Définir les mécanismes de promotion des droits et du développement des communautés à partir des activités Minières.

A l'issue de ce plaidoyer, plusieurs recommandations à adresser à différentes institutions ont été formulées en rapport avec les

responsabilités des uns et des autres dans cette exploitation illicite des minerais dans les deux territoires. Mais la grande recommandation à retenir par les parties prenantes, c'est améliorer la cohabitation pacifique entre les entreprises et les exploitants miniers dans la chefferie de Wamuzimu en général surtout dans les 15 sites miniers à savoir Mitobo, Suguru, Mbelekelo, Mela, Lugushwa, Kaboge, Buse, Byumbi1, Ngoyi, Bakongo, Bingili, Mela barque, Ngoyikitutu.

NB : Un incident est survenu dans la salle de réunion ; un traducteur de l'entreprise s'introduit dans la salle et a commencé à prendre des images vidéo de la réunion ; les participants et particulièrement les jeunes l'ont identifié et ont sauté dessus pour lui ravir son téléphone. Le commandant FARDC présent dans la salle a calmé la situation et ramené le monsieur à effacer les images et les vidéos et le monsieur a présenté des excuses auprès des participants. Cette scène a démontré que les blessures sont encore fraîches entre le conflit qui oppose les entreprises chinoises aux communautés.

Notons aussi en passant que chez Kitumba, l'endroit que j'avais visité, il y a eu des bagarres entre l'entreprise chinoise qui voulait déplacer ses engins lourds. Selon la population, les communautés ne sont pas encore indemnisées et l'entreprise n'a pas encore réhabilité l'environnement détruit. Signalons dans ce rapport que la présence des Chinois est encore très remarquable dans la chefferie de Wamuzimu. Selon la Zone de santé de Kitutu, il y avait encore 49 chinois à la date du 28 Novembre 2021 qui avaient pris la première dose du vaccin de COVID à Kaboge et 14 jours après soit du 13 au 14, seulement 19 étaient venus pour la deuxième dose du vaccin sur demande du Programme élargie de vaccination de la province du Sud Kivu. Nous avons noté aussi qu'actuellement, les militaires continuent à ériger des barrières autour des sites afin de barrer les services à ne pas avoir accès aux données liées à la production.

### **3. ORGANISATION DE L'ATELIER DE FORMATION SUR L'OUTIL MSAT ET LA MISE EN PLACE DU CADRE PERMANENT DE DIALOGUE A KITUTU**



#### **3.1 DE LA FORMATION DES PARTICIPANTS SUR L'OUTIL MSAT A KITUTU**

Nous avons initié cette formation dans l'idée de démontrer l'objectif de l'IGE de ramener la paix et la cohésion sociale, améliorer la cohabitation pacifique entre les entreprises et les communautés locales, c'est pour quoi, nous sommes ici afin de renforcer vos capacités sur cet outil d'évaluation et de dialogue entre les parties prenantes. Nous allons donc vous présenter chapitre par chapitre et ce sont des questions à poser afin que vous puissiez bien en prendre connaissance et après, nous vous donnerons la parole afin de poser vos questions sur l'outil. Toutefois, pendant mes explications si vous avez une question n'hésitez pas à me la poser afin que nous puissions bien partager les réflexions. Ainsi le facilitateur a expliqué le 15 chapitres de l'Outil MSAT aux participants dont la liste en annexe de ce rapport. Les 15 chapitres sont : recours à la main d'œuvre locale, Achat locaux, la qualité de l'air, la qualité de l'eau, la réhabilitation après mines, la gestion des résidus, la sécurité des communautés, la plainte et réclamation des communautés, la sécurité et la santé de travailleurs, accident de travail, Formation et réclamation des travailleurs. A la fin nous avons démontré comment faire

les commentaires. Je dois signaler ici dans les 15 chapitres que 4 chapitres ont porté sur une forte discussion, en plénière de la formation à savoir le chapitre sur la main d'œuvre locale, la qualité de l'eau et ici signalons la grande pollution des eaux par cyanure à cause de l'exploitation industrielle de la société Banhron dans la chefferie de Wamuzimu était bien signalé par les participants dans l'atelier.

La plainte et les réclamations des communautés, décès et accidents blessures des travailleurs surtout la vie de plongeur dans la différente rivière par exploitation de dragues minéral ; plaintes et réclamations des travailleurs. Après ces forts débats sur ces chapitres les participants ont apprécié l'outil et ont proposé quelques recommandations à savoir :

- Besoin en formation mixte des entreprises et les communautés sur cet outil pendant deux jours.
- Former le chef de chefferies sur l'outil MSAT dans la chefferie de wamuzimu et dans le territoire de Shabunda,
- IGE, élaborer un programme élargi de suivi des évaluations mixte afin de leur doter de capacités de l'application de l'outil MSAT.

Après cette partie de l'avant midi, les participants ont pris une pause repas avant de passer à la deuxième partie de la formation celui de mettre en place le cadre permanent de dialogue entre les communautés et les entreprises. Chaque participant a eu un support de l'outil afin de continuer à approfondir la formation.

### **2.3. PROCESSUS DE LA MISE EN PLACE DU CADRE PERMANENT DE DIALOGUE ENTRE LES ENTREPRISES ET LA COMMUNAUTE.**

Pour donner la parole aux communautés les plus touchées par l'exploitation illicite des minerais dans la zone, nous avons fixé un certain nombre de critères afin de bien vouloir avoir un cadre permanent de dialogue qui fait bien parler les communautés et qui réellement peut défendre les intérêts des communautés le plus affectées par les graves violations de droit l'homme dans l'exploitation artisanale des minerais dans la chefferie de Wamuzimu. Pour éviter aussi la corruption dans le chef du cadre permanent de dialogue, nous avons proposé un mode de Gouvernance holarctique afin de permettre à chaque participant d'être

capable de convoquer une réunion du cadre selon le besoin exprimé. Voilà pourquoi, nous avons décidé ensemble de mettre en place un cadre très représentatif par les délégués de la communauté. Ainsi la configuration du cadre se présente de la manière suivante : les confessions religieuses, les jeunes, les femmes, la société civile de kitututu et celle de la bassin d'Elila, les délégués des victimes( celui qui avait représenté les victimes dans la mission de plaidoyer à Kinshasa), le comité local de développement et les personnes vivant avec handicap, les syndicats, la fédération des entreprises cellule de Kitutu, le curé de la paroisse, la commission justice et paix, les médias, etc.

Après cette longue discussion, nous nous sommes mis d'accord sur la mise sur pied du cadre permanent de dialogue ouvert aux entreprises qui désireront intégrer et aux coopératives de la chefferie qui désireront entrer dans le cadre pour faire route ensemble. Vous trouverez en annexe de ce rapport, le Procès-verbal de la mise sur pied de ce cadre permanent de dialogue dûment signé par les membres et attendant l'intégration des deux entreprises dont les pourparlers ont déjà commencé avec les coopératives.

P.V DE MIS EN PLACE AU CADRE PERMANENT  
DE DIALOGUE ENTRE LA COMMUNAUTE ET LES  
ENTREPRISES MINIERES EXPLOITANT DANS LA  
CHEFFERIE DES WAMUZIMU

L'an deux mille vingt deux, le 17<sup>e</sup> jour  
du Moï de Janvier, Nous, organisations de la  
société civile et les leaders locaux du milieu  
réunis en atelier de formation sur l'outil  
SMAT ce lundi 17 janvier, nous nous engageons  
à mettre en place et Mettons en place ce  
ce jour un cadre permanent de dialogue  
entre Nos communautés locales et les  
entreprises minières dans notre chefferie des  
Wamuzimu.

Ce cadre ouvrira des espaces des  
dialogues entre la communauté locale et les  
entreprises minières à travers l'outil SMAT  
pour une exploitation apaisée et un  
consensus des parties présentes au respect  
du cahier de charges de la Communauté.

Fait à Kitutu ce dimanche  
17/01/2022

1. MYAKA - FELICIE N Président sociale Kitutu
2. KABOGU MUGONDOZI ~~Président sociale~~  
Bilogue des victimes
- LIKALIKA - MUSAGHI Lue Président sociale Baringo/Kitutu
- WASSO WAPOTELE AUGUSTIN - C.L.D BINGILI Baringo/Kitutu
- MUZA MBI MUUNDISA Coodo de Jeune Baringo/Kitutu
- USAFIRI NYAMA ZABO Budo Jeunesse Baringo/Kitutu
- ephirin Bulambo! ANIMATEUR CPJP et  
COORD SAMPAM

203



Après la mise en place, quelques participants ont formulé les recommandations suivantes :

- Elaborer un programme élargi de renforcement des capacités du cadre afin qu'il devienne efficace pour jouer son rôle,
- Former les membres du cadre dans les techniques de dialogue et médiation et transformation positive des conflits,
- Former le cadre sur les techniques d'identification de l'arbre à problèmes et l'arbre à solutions afin d'être capable d'élaborer un cahier de charge consensuel entre les parties prenantes à l'exploitation artisanale des Minerais ou l'exploitation semi industrielle,
- Former le cadre sur le code minier et le règlement minier,
- Former les responsables de nos Entités Territoriales décentralisées (ETD) sur l'outil MSAT,
- Organiser des formations mixtes entre le cadre permanent de dialogue et les ETD,
- Appuyer techniquement et financièrement les réunions des dialogues entre le cadre permanent de dialogue et les entreprises afin de discuter des abus dans les sites de Kitumba, Kitutu, Kaboge,
- Faciliter la vulgarisation du code Minier dans nos langues locales comme vous avez fait pour l'outil MSAT.
- Mettre en place un groupe WhatsApp du cadre permanent de dialogue pour poursuivre les discussions et proposer des questions importantes qui mériteront la rencontre afin de dialogue.



Après analyse du facilitateur présent sur le terrain, je vous propose mes réflexions en termes de propositions pour avoir apporté une solution durable aux problèmes de graves violations manifestes dans l'exploitation illicite des Minerais dans la chefferie de Wamuzimu :

1. Elaborer un programme de 3 ans pour renforcer les capacités du cadre permanent de dialogue ; suivre et faciliter le dialogue du cadre permanent afin les acteurs soient matures,
2. Après l'expérience de la mise en place du premier cadre, poursuivre la mise en place des autres cadres permanents de dialogue au sein du territoire de Mwenga (Kube, Chulwe, Kamituga et Mwenga centre) mais aussi dans le territoire de Shabunda et Fizi les zones à haut conflits entre les Entreprises et les communautés à cause de l'exploitation illicite des Minerais ;
3. Poursuivre les entretiens avec les entreprises afin d'attirer leur attention sur le dialogue comme moyen pacifique pour faciliter une exploitation apaisée des minerais,
4. Elaborer un programme élargi de renforcement des capacités du cadre permanent de dialogue au profit des parties prenantes,
5. Poursuivre les entretiens avec les coopératives afin de les intéresser à comprendre le bien fondé du cadre permanent de dialogue ;
6. Mettre en place une stratégie pour amener les autorités politico-administrative à s'approprier les résultats de ce cadre permanent.

En conclusion, il est important et même urgent que l'IGE avec ces partenaires définissent rapidement la stratégie pour élaborer un programme de 3 ans afin de répondre aux besoins imminents de la communauté de Wamuzimu qui pense aussi que les investisseurs sont importants mais les complications sont souvent entretenues par les hommes politiques qui ne pensent qu'à leur « Ego » car selon les communautés, la présence des entreprises non seulement qu'ils sont venus comme des occupants mais le début de la réhabilitation de la Route a eu un impact positif sur la vie des communautés ; par exemple un bouteille de bière qui coûtait 9 000 Francs Congolais est revenu à 3 000 Franc Congolais.

#### **5. Difficultés rencontrées :**

Impraticabilité des routes Mwenga- Kamituga ; nous avons voyagé de 6h00 à 23h'45 de Bukavu à Kamituga.

Plusieurs barrières de la police de circulation routière qui font payer les véhicules même la nuit ; nous avons compté au total 26 barrières et à chaque poste, le véhicule doit payer 2 000 francs congolais ;

Insuffisance des moyens financiers. Quelques dépenses non prévus mais exécutés à cause de manque de la rubrique 'imprévus' dans la budgétisation.

**Fait à Bukavu le 23 Janvier 2022**

**Pour l'IGE Sud Kivu**

**Patrice LWABAGUMA**

**Coordinateur Provincial**